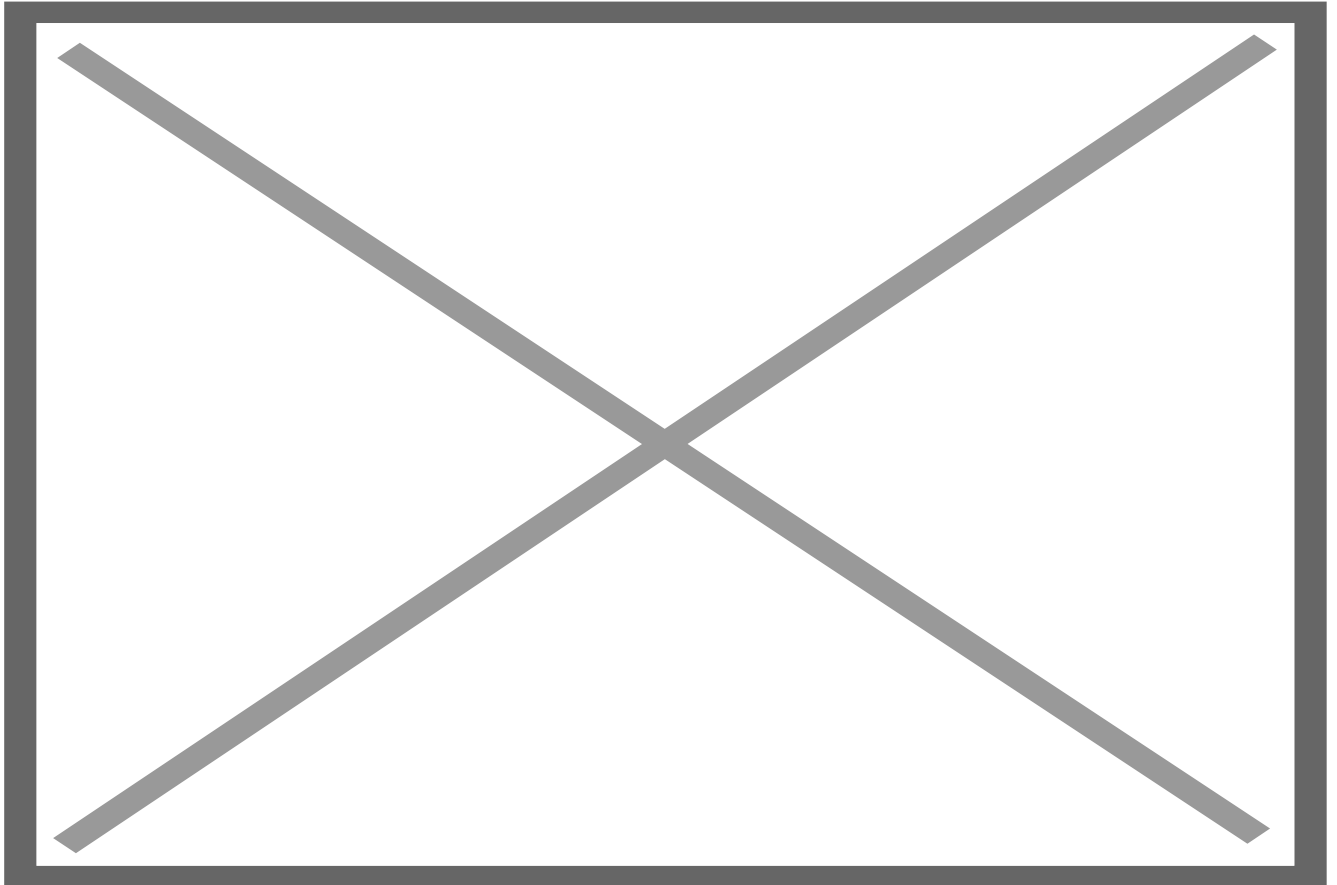


Compter les morts Ã Gaza : difficile mais essentiel

Description

Par Rasha Kathib, Martin McKee et Salim Yusuf, le 5 juillet 2024



Un bulldozer dÃ©charge les corps de Palestiniens tuÃ©s par IsraÃ©l dans une fosse commune Ã Rafah, dans la bande de Gaza, mardi 26 dÃ©cembre 2023. [AP Photo/Fatima Shbair]

Au 19 juin 2024, 37 396 personnes avaient Ã©tÃ© tuÃ©es dans la bande de Gaza depuis lâ€™attaque du Hamas et lâ€™invasion israÃ©lienne en octobre 2023, selon le ministÃ©re de la SantÃ© de Gaza, comme le rapporte le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de lâ€™ONU. (1)

Les chiffres du ministÃ©re ont Ã©tÃ© contestÃ©s par les autoritÃ©s israÃ©liennes, bien quâ€™ils aient Ã©tÃ© dÃ©clarÃ©s exacts par les services de renseignement israÃ©liens,(2) les Nations unies et lâ€™OMS. Ces donnÃ©es sont Ã©tayÃ©es par des analyses indÃ©pendantes qui comparent lâ€™Ã©volution du nombre de dÃ©cÃ©s du personnel de lâ€™Office de secours et de travaux des Nations unies (UNRWA) avec les chiffres communiquÃ©s par le ministÃ©re(3), qui ont jugÃ© peu plausibles les allÃ©gations de fabrication de donnÃ©es.(4)

La collecte de données devient de plus en plus difficile pour le ministère de la santé de Gaza, en raison de la destruction d'une grande partie de l'infrastructure(5). Le ministère a dû compléter ses rapports habituels, basés sur les personnes décédées dans ses hôpitaux ou ramenées mortes, par des informations provenant de sources médiatiques fiables et des premiers intervenants. Ce changement a inévitablement dégradé les données détaillées enregistrées précédemment. Par conséquent, le ministère de la santé de Gaza rapporte désormais séparément le nombre de corps non identifiés parmi le nombre total de morts. Au 10 mai 2024, 30 % des 35 091 morts n'avaient pas été identifiés.(1)

Certains fonctionnaires et agences de presse ont utilisé cette évolution, destinée à améliorer la qualité des données, pour en dénigrer la véracité. Pourtant, le nombre de décès signalés est probablement sous-estimé. L'organisation non gouvernementale Airwars procède à des évaluations détaillées des incidents dans la bande de Gaza et constate souvent que tous les noms des victimes identifiables ne figurent pas sur la liste du ministère (6). En outre, les Nations unies estiment qu'au 29 février 2024, 35 % des bâtiments de la bande de Gaza auront été détruits,(5) le nombre de corps encore enfouis dans les décombres est donc probablement important, estimé à plus de 10 000 (7).

Les conflits armés ont des répercussions indirectes sur la santé, au-delà des dommages directs causés par la violence. Même si le conflit prend fin immédiatement, il y aura encore de nombreux décès indirects dans les mois et les années à venir, dus à des causes telles que les maladies transmissibles et non transmissibles. Le nombre total de décès devrait être élevé compte tenu de l'intensité du conflit, de la destruction des infrastructures de santé, des graves pénuries de nourriture, d'eau et d'abri, de l'incapacité de la population à fuir vers des lieux sûrs et de la perte de financement de l'UNRWA, l'une des très rares organisations humanitaires encore active dans la bande de Gaza (8).

Dans les conflits récents, les décès indirects sont trois à quinze fois plus nombreux que les décès directs. En appliquant une estimation prudente de quatre décès indirects pour un décès direct (9) aux 37 396 décès signalés, il n'est pas invraisemblable d'estimer que jusqu'à 186 000 décès, voire plus, pourraient être attribués au conflit actuel à Gaza. Si l'on se base sur l'estimation de la population de la bande de Gaza en 2022 (2 375 259 habitants), cela représenterait 7 à 9 % de la population totale de la bande de Gaza. Un rapport datant du 7 février 2024, alors que le nombre de décès directs était de 28 000, estimait que sans cessez-le-feu, il y aurait entre 58 260 (sans épidémie ni escalade) et 85 750 décès (si les deux se produisaient) d'ici le 6 août 2024.(10)

Un cessez-le-feu immédiat et urgent dans la bande de Gaza est essentiel, accompagné de mesures permettant la distribution de fournitures médicales, de nourriture, d'eau potable et d'autres ressources pour répondre aux besoins humains fondamentaux. Dans le même temps, il est nécessaire d'enregistrer l'ampleur et la nature des souffrances causées par ce conflit. Il est essentiel de documenter l'ampleur réelle des souffrances pour garantir la responsabilité historique et reconnaître le coût total de la guerre. Il s'agit également d'une obligation légale. Les mesures provisoires définies par la Cour internationale de justice en janvier 2024 imposent à Israël de prendre des mesures efficaces pour empêcher la destruction et assurer la préservation des éléments de preuve liés aux allégations d'actes relevant (à?) de la Convention sur le génocide.(11) Le ministère de la santé de Gaza est la seule organisation à

compter les morts. En outre, ces données seront cruciales pour la reconstruction après la guerre, la remise en état des infrastructures et la planification de l'aide humanitaire.

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Lancet](#)

date création
2024/07/10